

Le lait débarque par gros temps sur le marché : avec une conjoncture en dents de scie, la fin du contingentement laitier le 1er mai met à rude épreuve le monde paysan suisse

Autor(en): **Tille, Albert**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2009)**

Heft 1821

PDF erstellt am: **29.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1013865>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

qui découlent de l'évolution démographique et économique, en adoptant des critères d'adaptation automatique, à l'instar de ce qu'a réalisé la Suède (DP 1804). Puis il s'agit d'ouvrir le débat sur un

rééquilibrage entre l'AVS et la prévoyance professionnelle, de manière à ce que la première garantisse enfin ce minimum vital garanti par la Constitution fédérale. Enfin il serait temps d'écarter de la prévoyance

professionnelle les compagnies d'assurance, qui gèrent les fondations collectives et n'ont cessé de réclamer la baisse des taux pour s'approprier de substantielles marges (DP 1793).

Le lait débarque par gros temps sur le marché

Avec une conjoncture en dents de scie, la fin du contingentement laitier le 1er mai met à rude épreuve le monde paysan suisse

Albert Tille (24 avril 2009)

Les paysans subissent de plein fouet la crise. Le tsunami financier international n'y est pour rien. C'est la conséquence de l'abandon définitif du contingentement laitier en vigueur depuis plus de trois décennies.

Introduite en 1977 par la Confédération pour enrayer la surproduction, cette mesure a d'abord été fort impopulaire. Chaque paysan, contraint par l'Etat de plafonner rigoureusement la quantité livrée à la laiterie, voyait disparaître sa possibilité de progresser. Mais à l'époque, en guise de compensation, Berne consentait chaque année à une hausse des prix. Tout a changé avec la nouvelle politique agricole. Démantelé progressivement, le contingentement n'a concerné, en fin de course, qu'une minorité de producteurs. Il est entièrement aboli dès le 1er mai prochain, pour la grande crainte du monde paysan. Car, au gré de l'assouplissement, la production laitière a gonflé.

Au début de l'an passé un vent euphorique soufflait. Le cours du lait explosait sur les marchés internationaux. Dans

la lancée, les éleveurs suisses obtenaient une revalorisation de plusieurs centimes. En conséquence, la production de lait a progressé de 5% l'an passé. Alors que le marché international se retournait brutalement (DP 1794), les exportations de fromage suisse, trop chères, régressaient. Des tonnes d'excédents se sont alors accumulés sous forme de beurre et de poudre de lait. Difficile de les éliminer. Liée par les accords internationaux qui prohibent les subsides à l'exportation, la Confédération ne peut plus simplement puiser dans la caisse fédérale pour brader à vil prix les surplus à l'étranger.

Privés de l'encadrement étatique, les paysans s'efforcent valeureusement de maîtriser un marché en ébullition et de combattre l'effondrement des prix. Ils partent avec un sérieux handicap. Répartis en une quarantaine de fédérations régionales, ils négocient le prix du lait en ordre séparé face à un groupe restreint de transformateurs et distributeurs comme Migros et autres Emmi.

Pour tenter d'équilibrer les

rapports de force, la Fédération des producteurs suisses de lait (PSL) a mis sur pied une stratégie au niveau national. Le marché doit être séparé en deux. Le secteur du lait A, le plus important, contiendra une quantité correspondant à celle du défunt contingent. Pour ce segment on négociera avec les transformateurs une quantité et un prix valable pour une année. Le reste du lait sera mis sur le marché comme à la bourse. Seul ce segment B subira la dégringolade des cours en cas de surplus. Les transformateurs sont d'accord avec la stratégie de segmentation, mais entendent continuer de négocier avec chaque fédération. Ils jouent sur la division, car chaque région de production est potentiellement en concurrence avec une autre. Et, aspect négatif du fédéralisme helvétique, l'organe faïtier des producteurs suisses ne peut pas encore compter sur l'appui unanime des diverses fédérations laitières pour faire triompher sa stratégie de négociateur unique.

Le régime à long terme conçu par les PSL, qui reprend, pour une bonne partie, les

contraintes du contingent étatique mais géré par la profession elle-même, n'est pas encore sous toit. Mais pour parer au plus pressé, l'association faîtière est parvenue à imposer une mesure douloureuse de désengorgement. Pour financer la liquidation des lourds excédents de poudre de lait, les paysans devront accepter de livrer 5% de leur production de «lait d'industrie» à un tiers du

prix habituel. Le lait de fromagerie échappe à la sanction. Berne qui se contente désormais de surveiller le marché, participe malgré tout à l'exercice de pompier. Un prélèvement obligatoire d'un centime par litre de lait versé par le paysan permettra d'écouler une bonne partie de la montagne de beurre excédentaire.

Au-delà de l'élimination

ponctuelle des excédents, la profession devra poursuivre son épineux exercice de maîtrise des quantités mises sur le marché. Les paysans suisses ne trouveront la liberté de produire sans frein que lorsque leurs produits laitiers seront suffisamment compétitifs pour s'écouler sans peine sur le grand marché européen.

Après la crise: revenir aux sources du libéralisme

Pour Armatya Sen, prix Nobel d'économie issu du tiers monde, le capitalisme n'est ni à refonder ni à abolir mais à mieux comprendre

Jean-Daniel Delley (25 avril 2009)

La crise économique a propulsé le capitalisme sur le banc des accusés. Des dirigeants cupides et sans scrupule sont mis au pilori. Ou c'est à un système intrinsèquement pervers qu'on s'en prend. L'extrême gauche peut ressortir ses vieux slogans anti-capitalistes, tout en peinant à brosser le portrait crédible de cette autre société qu'elle proclame possible. Des chefs d'Etat, jusqu'à présent peu enclins à affirmer le rôle de l'Etat dans la régulation de l'économie, parlent de refonder le capitalisme. C'est donc que ses fondations manifesteraient une dangereuse fragilité?

Tel n'est pas l'avis d'Armatya Sen, premier prix Nobel d'économie issu du tiers monde (1998). Dans un brillant article paru dans *The New York Review of Books*, il réfute le besoin d'un nouveau capitalisme. C'est d'une relecture des théoriciens de l'économie de marché dont nous avons besoin, affirme-t-il,

une pensée féconde qui a été caricaturée par les «libéraux» contemporains. Car les pères du libéralisme économique n'ont jamais fait de l'économie de marché la référence ultime de la vie sociale. Aucune société ne fonctionne sans transactions – indemnités sociales, retraites par exemple – et sans prestations – formation, santé – qui n'obéissent pas aux lois du marché. Ces actions «hors marché» et qui ne visent pas le profit sont indispensables à l'économie de marché. Adam Smith, l'un des théoriciens du capitalisme libéral, a toujours préconisé l'intervention de l'Etat pour suppléer aux lacunes de la «main invisible». Tout comme il ne pouvait concevoir un marché efficace dont les acteurs n'adhèreraient pas à des valeurs morales communes. Lorsqu'il parle des individus prodigues contre lesquels l'Etat doit protéger les citoyens – «une grande partie du capital du pays

échapperait à ceux qui seraient susceptibles d'en faire un usage profitable et tomberait aux mains de ceux qui le détruiraient» –, Smith décrit avec deux siècles d'avance un capitalisme financier délié de toute obligation morale et de responsabilité, mais aussi soumis à des contraintes légales insuffisantes par des autorités trop confiantes dans l'autorégulation des marchés.

La crise actuelle signe le retour en grâce de Keynes. Cette notoriété retrouvée agace quelque peu Sen, pour qui le théoricien de la relance par la dépense budgétaire s'est surtout intéressé à la macroéconomie et beaucoup moins au sort concret des gens. Il lui préfère Arthur Cecil Pigou, un contemporain de Keynes et son collègue à Cambridge. Cet économiste a étudié la distribution inégale des revenus et a insisté sur l'attention à porter aux plus